

ALGER16

LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

ACTUALITE
SPORTS
SANTE
RÉGIONS
CULTURE
PUBLICITE

SCAN ME


Edition N°1454 du Mardi 17 Février 2026 - Email : alger16bma@gmail.com - Prix 10 DA - ISSN2335-108X - WWW.ALGER16.DZ

EN VISITE OFFICIELLE DE DEUX JOURS



LE MINISTRE FRANÇAIS
DE L'INTÉRIEUR,
LAURENT NUÑEZ, À ALGER

P. 16

PROTECTION DE L'ENFANCE



UN PROJET DE CHARTE
DANS LES MÉDIAS
EN COURS D'ÉLABORATION

P. 8

SETRAM ET ETUSA



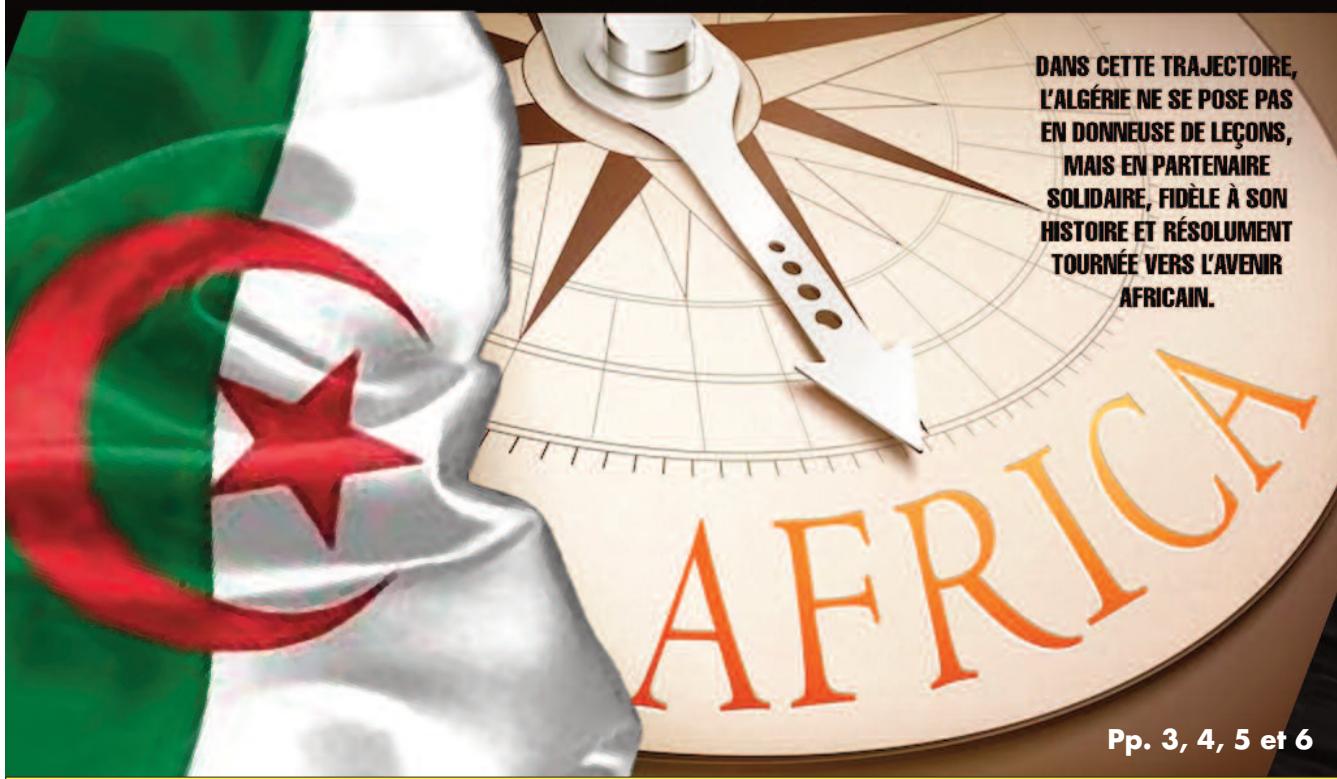
PROGRAMME SPÉCIAL
POUR LE RAMADAN

P. 2

BOUSSOLE DE LA STABILITÉ ET DE LA SOUVERAINETÉ

L'ALGÉRIE, PILIER AFRICAIN AU CŒUR DES ÉQUILIBRES DU CONTINENT

DANS CETTE TRAJECTOIRE,
L'ALGÉRIE NE SE POSE PAS
EN DONNEUSE DE LEÇONS,
MAIS EN PARTENAIRE
SOLIDAIRE, FIDÈLE À SON
HISTOIRE ET RÉSOLUMENT
TOURNÉE VERS L'AVENIR
AFRICAIN.



Pp. 3, 4, 5 et 6

LE CHEF DE L'ÉTAT OFFICIALISE L'ACCORD
SUR LE GAZODUC TRANSSAHARIEN VIA LE NIGER

saviez-vous



ALGÉRIE TÉLÉCOM

LANCÉMENT D'UN PLAN EXCEPTIONNEL DE RENFORCEMENT DU RÉSEAU 4G DANS PLUSIEURS WILAYAS

Algérie Télécom a lancé un plan exceptionnel visant à renforcer le réseau 4G dans plusieurs wilayas du pays, a indiqué dimanche dernier un communiqué de l'entreprise.

Ce plan s'inscrit dans le cadre d'un programme de grande envergure portant sur le renforcement et la modernisation des infrastructures techniques de l'entreprise Algérie Télécom à travers plusieurs wilayas du pays dans le cadre de "son engagement continu à améliorer la qualité des services et à contribuer au soutien du développement économique et de la transformation numérique en Algérie", précise la même source.

Ce plan prévoit "l'installation de 345 stations de base principales 4G à travers 44 wilayas", la

première phase de sa mise en œuvre étant actuellement en cours et se poursuivra jusqu'au mois de mars prochain.

Cette opération vise à "renforcer le réseau dans les zones à forte densité démographique, garantissant ainsi des débits élevés et une meilleure qualité d'utilisation, plus stable et plus rapide". Elle permettra également de "consolider la couverture 4G dans les zones éloignées", étant donné que les nouvelles stations de base, dotées des technologies les plus modernes permettront de "répondre à la demande croissante et diversifiée des clients en matière de services et d'usages numériques".

SETRAM ET ETUSA

PROGRAMME SPÉCIAL POUR LE RAMADAN

La société d'exploitation des tramways Setram a annoncé, dimanche dernier dans un communiqué, le prolongement des horaires de service durant le mois de Ramadan, afin de faciliter les déplacements des citoyens à travers ce moyen de transport exploité dans sept (7) wilayas.

A Alger, le premier départ a été fixé à 6h30 à partir des stations de Ruisseau et de Dergana, tandis que le dernier départ depuis la station de Dergana est prévu à 00h00 et à 00h20 de la station de Ruisseau, et ce, durant la première quinzaine du mois de Ramadan, précise le communiqué, ajoutant qu'à cours de la seconde moitié du mois, Setram prolongera l'horaire de départ de la dernière rame à partir de la station de Ruisseau jusqu'à 1h20.

À Mostaganem, l'exploitation débutera à 7h00 au niveau des stations de la Salamandre, Kharrouba, Nouvelle gare routière et la Gare SNTF 2, tandis que la dernière rame, depuis les stations de la Salamandre et de Kharrouba, est prévue à 1h00, à 1h16 à partir de la Nouvelle gare routière et à 1h30 à partir de la gare SNTF 2.

À Sétif, la première rame démarrera à 6h30 des stations du 11-Décembre-1960 et Berchi-Abid, et à 6h46 de la station d'Oussissa-El Aid, ajoute le communiqué. La dernière rame partira au niveau de la station du 11-Décembre-1960 à 00h00, tandis que la dernière desserte au niveau de la station Barchi-Abid est prévue à 23h52, entre samedi et jeudi et à 00h00 les vendredis, et au niveau de la station de Oussissa-El Aid à 00h02, entre samedi et jeudi et à 23h47, les vendredis.

Dans les deux wilayas de Sidi Bel-Abbès et d'Oran, le service sera assuré entre 7h00 et 00h00, selon le

communiqué. Au niveau du tramway d'Ouargla, les horaires d'exploitation durant le mois de Ramadan seront de 6h30 à 00h00. Quant à Constantine, Setram assurera le service entre 6h00 et 23h00, selon le communiqué, qui a précisé que le temps d'attente au niveau des stations du tramway dans toutes les wilayas mentionnées variera entre 6 et 10 minutes. Le trafic du tramway marquera une pause à la rupture du jeûne (iftar), pour une durée de 30 minutes.



TRANSPORT PAR BUS
L'Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) a prévu un programme spécial pour le mois de Ramadan, permettant d'assurer le service sur le réseau de transport collectif par bus de la capitale jusqu'à 1h, a indiqué un communiqué de l'entreprise. Selon ce programme, l'Etusa assure le service durant l'ensemble des jours de la semaine (y compris le weekend) sur 186 lignes durant la journée et 70 lignes après l'iftar, et ce, avec une fréquence de 20 à 40 min durant la

journée et de 20 à 30 min après l'iftar. L'Etusa indique également que les horaires de travail durant le mois sacré seront de 5h50 jusqu'à 17h45 pour les zones urbaines et de 5h50 jusqu'à 17h30 pour les zones suburbaines. Durant la période nocturne, le service de bus démarre à 19h40 tandis que le dernier départ est prévu à 1h.

En plus des 70 lignes nocturnes programmées, l'Etusa prévoit des navettes spéciales pour le transport des fidèles à destination de Djamaâ El Djazair pour effectuer les prières de Tarawih et la prière du vendredi. Le prix des tickets a été fixé à 50 DA en aller-retour concernant le transport urbain et à 100 DA pour le transport suburbain. Le départ vers la Djamaâ El Djazair sera disponible à partir de dix stations : place du 1er-Mai, place Audin, place des Martyrs, Kouba, les Fusillés, Baraki, les Eucalyptus, Sidi-Abdallah, Khemis El Khechna (passant par Hammadi) et Ouled Moussa (passant par Reghaïa et Rouiba), a fait savoir l'Etusa, qui appelle les citoyens au strict respect des règles de sécurité routière afin de garantir un transport sûr durant le mois de Ramadan.

R. N.

LE TIMBRE MARQUANT LE 25^e ANNIVERSAIRE DE L'UA DÉVOILÉ

La vice-présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), Selma Malika Haddadi, et la Première ministre italienne, Giorgia Meloni, ont dévoilé, dimanche dernier à Addis-Abeba, en marge du 39^e Sommet de l'UA, un timbre marquant le 25^e anniversaire de l'Union. Ce timbre commémoratif spécial émis par les services postaux italiens symbolise également "le renforcement du partenariat entre l'Italie et l'Afrique, fondé sur la coresponsabilité, la coopération et le respect mutuel", a indiqué un communiqué de l'UA. La cheffe de l'exécutif italien était l'invitée d'honneur du 39^e sommet de l'UA. Dans un discours prononcé, samedi dernier, à l'ouverture des travaux de ce sommet, Giorgia Meloni avait plaidé pour une "véritable" coopération entre l'Afrique et l'Italie, développée à partir d'une relation "d'égal à égal", affichant l'ambition de son pays de demeurer "un pont privilégié" entre l'Europe et l'Afrique.



14.000 COMPRIMÉS PSYCHOTROPES SAISIS À BATNA

Les éléments de la brigade mobile des douanes de Batna, agissant en coordination avec l'Armée nationale populaire (ANP), ont saisi 14.000 comprimés psychotropes dosés à 300 mg, selon un communiqué publié dimanche dernier par l'Inspection divisionnaire des douanes de Batna relevant de la direction régionale de Constantine de ce corps constitué. La saisie, exploitée, selon le même document, dans la zone de compétence de la brigade mobile des douanes de Batna, a été effectuée lors d'une action de terrain qui a permis de mettre la main sur la quantité indiquée de comprimés psychotropes sur un camion et un véhicule utilitaire utilisé pour le transport et le trafic de ces substances toxiques. Selon le communiqué, les individus impliqués dans cette affaire ont été déférés devant les autorités judiciaires territorialement compétentes dès la finalisation des mesures légales en vigueur. L'opération s'inscrit dans le cadre des efforts continus déployés par l'administration des Douanes algériennes pour lutter contre la contrebande et le crime organisé, conclut le communiqué.

OBSERVATION AUJOURD'HUI DU CROISSANT LUNAIRE DU RAMADAN 1447 H

La Commission nationale d'observation du croissant lunaire du Ramadan a annoncé, dimanche dernier dans un communiqué, que la nuit d'observation du croissant lunaire du Ramadan pour l'année 1447 H/2026 est fixée pour aujourd'hui, mardi 17 février. A cette occasion, une conférence spéciale sera organisée après la prière d'El maghreb à Dar El Imam Sidi Abderrahmane Thaâlibi (El Mohammadia-Alger), a précisé la même source, ajoutant que cette conférence sera diffusée sur les différents médias.

BOUSSOLE DE LA STABILITÉ ET DE LA SOUVERAINETÉ L'ALGÉRIE, PILIER AFRICAIN AU CŒUR DES ÉQUILIBRES DU CONTINENT

Dans un contexte continental marqué par des recompositions géopolitiques rapides, des défis sécuritaires persistants et une pression croissante sur les ressources naturelles, l'Algérie s'impose plus que jamais comme un acteur de stabilité, de dialogue et de solidarité en Afrique, particulièrement envers les pays du Sahel.

Fidèle à une diplomatie fondée sur le respect de la souveraineté des États, la non-ingérence et la coopération gagnant-gagnant, Alger consolide son rôle stratégique sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

UN ENGAGEMENT CONSTANT ENVERS LES PAYS DU SAHEL

L'Algérie entretient historiquement des relations profondes avec les pays du Sahel, notamment le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad. Ces relations reposent sur une compréhension fine des réalités locales et sur une conviction : la sécurité du Sahel est indissociable de celle de l'Algérie et, plus largement, du continent africain.

Face aux crises multidimensionnelles que traverse la région — insécurité, instabilité politique, pression climatique et défis socio-économiques — l'Algérie a toujours privilégié la voie du dialogue, de la médiation et de l'accompagnement. Cette approche, saluée par de nombreux partenaires africains, s'est illustrée récemment par le retour progressif à une dynamique de normalisation des relations avec le Niger, marquant une volonté partagée de dépasser les tensions conjoncturelles au profit de la coopération régionale.

Ce retour à la normale traduit le refus algérien des logiques de rupture et des solutions imposées de l'extérieur. Il réaffirme aussi la centralité du dialogue africain pour résoudre les crises africaines, une ligne diplomatique constante d'Alger depuis l'indépendance.

L'ALGÉRIE ET L'AFRIQUE : UNE VISION STRATÉGIQUE ASSUMÉE

Au-delà du Sahel, l'Algérie déploie une vision africaine globale, fondée sur l'intégration économique, la solidarité

et le développement durable. Cette vision s'est exprimée avec force lors du 39e sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, tenu sous le thème « Assurer une disponibilité durable de l'eau et des systèmes d'assainissement sûrs pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 ». Ce thème, hautement stratégique, résonne particulièrement avec les priorités algériennes. Pays saharien confronté aux enjeux hydriques, l'Algérie a développé une expertise reconnue en matière de gestion de l'eau, de dessalement de l'eau de mer, de barrages et de transfert hydraulique. Cette expérience, Alger entend la mettre au service de l'Afrique dans un esprit de coopération Sud-Sud. L'eau, ressource vitale et facteur de stabilité, est désormais au cœur des enjeux de sécurité humaine. En soutenant ce thème au sommet de l'Union africaine, l'Algérie plaide pour une approche continentale intégrée, liant développement, paix et résilience climatique.

LA ZLECAF : LEVIER MAJEUR DE SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE AFRICAINE

Autre pilier de l'engagement algérien : la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Considérée comme l'un des projets les plus ambitieux de l'Afrique contemporaine, la ZLECAF vise à créer un vaste marché continental, réduire la dépendance extérieure et stimuler la transformation économique. Sous l'impulsion du Président Tebboune, l'Algérie a accéléré son intégration dans ce cadre stratégique, en adaptant son cadre réglementaire, en encourageant les exportations hors hydrocarbures et en renforçant les liaisons logistiques vers l'Afrique subsaharienne. Les routes transsahariennes, les projets ferroviaires et les plateformes



commerciales régionales s'inscrivent dans cette dynamique.

Pour Alger, la ZLECAF n'est pas qu'un accord commercial : elle est un instrument de souveraineté, de développement partagé et de rééquilibrage des échanges mondiaux au profit de l'Afrique.

Une diplomatie de principes, au service de l'efficacité

Ce qui distingue l'action algérienne sur la scène africaine, c'est la cohérence entre les principes et les actes. Sous la direction du président Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie œuvre à « mettre l'action là où il faut », en privilégiant les dossiers concrets, les partenariats utiles et les initiatives qui produisent un impact réel sur les populations. Qu'il s'agisse de médiation politique, de coopération sécuritaire, de soutien humanitaire ou d'intégration économique, Alger avance avec une diplomatie discrète mais active, respectée pour sa constance et sa crédibilité.

UN RÔLE APPELÉ À SE RENFORCER

À l'heure où l'Afrique cherche à affirmer sa voix dans un monde en recomposition, l'Algérie apparaît comme l'un des pôles de stabilité et de vision stratégique du continent. Son

engagement au Sahel, son implication au sein de l'Union africaine, son soutien à la ZLECAF et sa contribution aux objectifs de l'Agenda 2063 traduisent une ambition claire : contribuer à une Afrique souveraine, intégrée et résiliente.

Dans cette trajectoire, l'Algérie ne se pose pas en donneuse de leçons, mais en partenaire solidaire, fidèle à son histoire et résolument tournée vers l'avenir africain.

Cette action africaine, constante et assumée, s'inscrit dans une continuité historique profonde. Depuis son indépendance, Algérie est connue comme « la Mecque des révolutionnaires », un symbole fort de sincérité politique et de défense des peuples opprimés. Alger est ainsi devenue, au fil des décennies, une terre d'asile et de soutien pour les mouvements anticoloniaux, de libération nationale et les forces progressistes du monde entier, faisant de la capitale algérienne un véritable carrefour international de la lutte contre l'impérialisme.

Aujourd'hui encore, cet héritage se prolonge dans une diplomatie africaine active, responsable et tournée vers la justice, la souveraineté et le développement partagé.

ALGER16

EN SA QUALITÉ DE COORDINATEUR DE L'UA POUR LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET L'EXTRÉMISME VIOLENTE LES EFFORTS DU PRÉSIDENT TEBBOUNE SALUÉS



Les efforts du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en sa qualité de coordinateur de l'Union africaine (UA) pour la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, en vue de renforcer et de mettre en œuvre le programme continental dans ce domaine, contribuant à l'unification et à l'intensification de la coordination entre les États membres, ont été salués lors de la 39e session du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'UA, clôturée dimanche dernier à Addis-Abeba. Concernant la paix et la sécurité en Afrique, le sommet a appelé à "l'accélération de la mise en œuvre des propositions pratiques et concrètes qu'il a

présentées", tout en saluant "les progrès réalisés par la Commission de l'UA dans le soutien aux réponses continentales en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, ainsi que le renforcement des capacités institutionnelles des États membres". Par ailleurs, le Sommet a adopté les conclusions du 12e Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, tenu en décembre 2025 (Processus d'Oran), mettant en avant le rôle de l'Algérie, aux côtés des pays A3, dans la défense des causes et des intérêts africains au sein du Conseil de sécurité des Nations unies. APS

39^e SOMMET DE L'UA

LA DÉCLARATION D'ALGER ÉRIGE LES CRIMES COLONIAUX EN PRIORITÉ POLITIQUE CONTINENTALE

Le président de la Commission de l'Union africaine, Mahmoud Ali Youssouf, a souligné dimanche dernier à Addis-Abeba la portée stratégique de la Déclaration d'Alger sur les crimes coloniaux en Afrique, affirmant que le combat pour l'indépendance du continent demeure une réalité actuelle.

Lors de la conférence de presse clôturant le 39^e sommet ordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'UA, tenu les 14 et 15 février, M. Ali Youssouf a estimé que l'adoption de la Déclaration d'Alger s'inscrit dans «la continuité des luttes pour l'indépendance engagées dans les années 1950 et 1960, et qui se poursuivent encore aujourd'hui». Il a rappelé que le sommet de février 2025 avait pour thème « Justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine à travers les réparations », précisant qu'en 2026, l'Union a jugé nécessaire de traduire ces engagements politiques en un texte formel, aboutissant ainsi à l'adoption de la Déclaration d'Alger.

« Il est très important de démontrer ce



genre d'engagement et de détermination pour lutter contre toutes les formes de colonisation sur le continent», a-t-il déclaré, soulignant que cette position s'inscrit dans la logique historique des luttes africaines pour la souveraineté. Le président de la Commission a également réaffirmé l'engagement de l'Union africaine en faveur des causes

d'indépendance au-delà du continent, réitérant le soutien de l'organisation au peuple palestinien dans sa quête d'autodétermination. Il a estimé essentiel que les États membres qualifient la colonisation de crime contre l'humanité et affichent clairement leur solidarité avec la Palestine et son peuple.

Dimanche dernier, l'Union africaine a

ainsi adopté la Déclaration d'Alger sur les crimes coloniaux en Afrique et décidé de consacrer le 30 novembre comme « Journée africaine d'hommage aux martyrs africains et aux victimes de la traite transatlantique, de la colonisation et de l'apartheid ».

Par cette décision, l'Union africaine ne se contente pas d'un geste symbolique : elle inscrit la mémoire des luttes anticoloniales dans son agenda politique contemporain. En consacrant une

journée de commémoration et en qualifiant explicitement les crimes coloniaux, l'organisation affirme une ligne claire : la justice historique demeure indissociable des ambitions d'un continent qui revendique pleinement sa souveraineté et sa voix sur la scène internationale.

Abir Menasria

ABDELAZIZ MEDJAHED, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES STRATÉGIQUES GLOBALES SUR L'ALGÉRIE ET L'AFRIQUE, À LA RADIO CHAÎNE 3 :

«L'AFRIQUE EST EN NOUS, L'AFRIQUE NOUS HABITE, ET NOUS HABITONS L'AFRIQUE»

Dès l'entame de son entretien accordé à la Chaîne 3, Abdelaziz Medjahed, directeur général de l'Institut national d'études stratégiques globales, a souligné que le retour à des relations apaisées, voire le réchauffement des relations entre l'Algérie et le Niger, constitue un gain stratégique non seulement pour les deux pays, mais pour l'ensemble du continent africain. Cela conforte et confirme la voix et les choix de l'Algérie. Pour illustrer cette vision, il a rappelé un principe historique profondément ancré dans la mémoire africaine, en évoquant Massinissa*, premier roi de Numidie, et sa maxime demeurée célèbre : «L'Afrique aux Africains.» Selon M. Medjahed, cette référence n'est pas symbolique mais stratégique : elle traduit la nécessité pour les Africains de prendre en main leur destin, loin des tutelles et des ingérences extérieures et elle est toujours valable et d'actualité.

Heureusement, qu'aujourd'hui, les Africains ont pris conscience de leur lourde responsabilité pour réaliser le bonheur de leur peuple. Interrogé sur la question de l'ingérence étrangère qui continue de diviser le continent africain, Abdelaziz Medjahed a répondu sans détour. Selon lui, parler d'ingérence traduit avant tout un déficit de confiance en soi. C'est, dit-il, accepter implicitement une posture de dépendance, comme si les États africains demeuraient dans un état de minorité permanente, condamnés à rechercher appui et protection extérieures.

Or, souligne-t-il, le continent africain a engagé depuis des décennies un processus profond de prise de conscience et de conscientisation politique, porté par des figures historiques majeures. Il cite à ce titre Amílcar Cabral, pour qui

Algier était « la Mecque des révolutionnaires », mais aussi Nelson Mandela, qui affirmait que l'Algérie avait fait de lui un homme.

M. Medjahed rappelle également l'engagement commun de dirigeants africains emblématiques tels que Agostinho Neto, Julius Nyerere et Kwame Nkrumah, avec lesquels l'Algérie partageait déjà l'esprit et le projet d'unité africaine. C'est dans ce cadre que sont posés, dès 1958 à Accra, les fondements idéologiques de l'Organisation de l'unité africaine, bien avant sa création officielle. Il rappelle que ces dynamiques ont réuni des acteurs majeurs de la lutte anticoloniale, notamment des représentants du Front de libération nationale, aux côtés de penseurs et militants tels que Frantz Fanon et Mohamed Yazid. L'Algérie, insiste-t-il, a ainsi été pionnière dans la construction politique de l'Afrique moderne et figure parmi les fondateurs, en 1963, de l'Organisation de l'unité africaine**.

Cet engagement s'est poursuivi jusqu'à la transformation historique de l'OUA en Union africaine, actée lors du sommet de Sirté en 2000, où l'Algérie a joué un rôle actif dans l'évolution institutionnelle du continent.

Résumant cette relation organique par une formule forte : « L'Afrique est en nous, l'Afrique nous habite, et nous habitons l'Afrique. » Une conviction qui fonde, selon lui, la cohérence et la constance de la diplomatie algérienne sur le continent.

Poursuivant son analyse, il a dressé un constat sans détour sur l'évolution des relations entre l'Algérie, le Niger et, plus largement, l'espace sahélien. Selon lui, la région connaît un « retour à l'anormal », marqué par des tensions politiques, sécuritaires et diplomatiques qui rompent avec les

équilibres traditionnels. M. Medjahed a rappelé que l'Algérie a toujours privilégié une approche fondée sur le dialogue, la non-ingérence et le respect de la souveraineté des États, notamment au Sahel. Toutefois, les récents bouleversements politiques et l'instabilité institutionnelle ont profondément affecté les relations entre les pays de la région. Il a également mis en garde contre l'influence croissante d'acteurs extra-régionaux, estimant que certaines orientations prises dans le Sahel répondent davantage à des agendas extérieurs qu'aux intérêts réels des peuples africains, compliquant ainsi le rôle historique de médiation de l'Algérie.

Face à cette situation, la diplomatie algérienne en Afrique est appelée, selon lui, à redoubler d'efforts pour préserver ses principes constants : rejet des interventions étrangères illégitimes, soutien aux États et promotion de solutions africaines aux crises africaines. Il a rappelé que la stabilité du Sahel demeure indissociable de la sécurité nationale algérienne.

En conclusion, M. Medjahed a averti contre la banalisation de l'« anormal » dans la région, soulignant que seul un retour à la concertation, à la confiance mutuelle et au respect de la souveraineté permettra de consolider durablement les relations entre l'Algérie, le Niger et l'ensemble du continent africain.

Y. O.

*La vision de Massinissa (238-148 av. J.-C.) pour la Numidie reposait sur l'unification des tribus berbères, la sédentarisation, le développement agricole et l'indépendance politique face à Carthage et Rome. Il a cherché à bâtir un État numide fort, prospère et structuré, souvent considéré comme un précurseur du panafricanisme par sa volonté d'affirmer une souveraineté africaine.

ALGÉRIE - NIGER

UNE VOLONTÉ COMMUNE D'INSUFFLER UNE NOUVELLE DYNAMIQUE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réservé hier un accueil officiel au président de la République du Niger, chef de l'État, M.

Abdourahamane Tiani, au siège de la présidence de la République.

Cette cérémonie s'inscrit dans le cadre de la visite de fraternité et de travail qu'effectue le chef de l'État nigérien en Algérie, à la tête d'une importante délégation. À cette occasion, les deux présidents ont pris une photo souvenir devant la presse nationale et internationale.

TÊTE-À-TÊTE ET ENTRETIENS ÉLARGIS

Le Président Tebboune s'est entretenu, en tête-à-tête, avec le président de la République du Niger, chef de l'Etat, le Général d'Armée Abdourahamane Tiani.

A la même occasion, le chef de l'Etat a coprésidé des entretiens élargis avec le président de la République du Niger, chef de l'Etat, M. Abdourahamane Tiani.

Selon un communiqué de la présidence de la République, des discussions élargies se tiennent actuellement entre les deux délégations, sous la supervision des présidents algérien et nigérien.

Ces entretiens s'inscrivent dans le cadre de la visite de fraternité et de travail qu'effectue le chef de l'État nigérien en Algérie et visent à renforcer la coopération bilatérale et à approfondir les relations entre les deux pays.

DÉCLARATION CONJOINTE

Par ailleurs, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a fait une déclaration médiatique conjointe aux côtés du président de la République du Niger, le général d'Armée Abdourahamane Tiani.

GAZODUC TRANSSAHARIEN: IMPORTANTE DÉCISION

Le président Tebboune et son homologue du Niger Abdourahamane Tiani, ont pris hier une importante décision concernant le projet du gazoduc transsaharien.

« Nous avons convenu de lancer le projet de réalisation du gazoduc traversant le territoire du Niger frère », a annoncé en effet le président Tebboune lors de la conférence de presse animée conjointement avec Abdourahamane Tiani.

« Les procédures pratiques pour le placement du gazoduc sur le territoire nigérien commenceront directement après le mois de Ramadan, si Dieu le veut », a ajouté Tebboune qui a exprimé sa joie « d'accueillir notre frère, Son Excellence le Président de la République du Niger, Abdourahamane Tiani ».



PHOTOS : PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE



LE PRÉSIDENT TEBBOUNE :
« Cette visite a mis fin à une période anormale de froideur dans les relations entre les deux pays, bien que les peuples frères aient continué à communiquer entre eux... »

« UNE VISITE QUE NOUS ATTENDIONS DEPUIS LONGTEMPS »

Celui-ci se trouve en Algérie pour une visite officielle depuis dimanche dernier. « C'est une visite que nous attendions depuis longtemps, et grâce à Dieu, elle a eu lieu aujourd'hui », a souligné le président affirmant que « cette visite a mis fin à une période anormale de froideur dans les relations entre les deux pays, bien que les peuples frères aient continué à communiquer entre eux » et a « élevé le niveau de fraternité et d'amitié entre nous en tant que voisins, frères et amis ».

Le chef de l'Etat a réitéré en outre l'engagement de l'Algérie à « accompagner nos frères du Niger dans tout ce dont ils ont besoin, sans ménager aucune des capacités dont nous disposons », mettant en exergue l'affection qui unit depuis des générations les peuples de l'Algérie et du Niger qui « resteront des peuples frères et voisins liés par des relations fraternelles solides ». Evoquant la situation sécuritaire dont la lutte contre le terrorisme, il a affirmé que « nous sommes dans le même camp et nous coopérerons

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER :
« Nous sommes convaincus qu'une page importante de l'histoire du Sahel et de l'Afrique s'écrit aujourd'hui... »

avec tous les efforts et toutes les capacités et expertises disponibles en Algérie dans ce domaine ».

LE PRÉSIDENT NIGÉRIEN « LA SOLIDITÉ DES RELATIONS HISTORIQUES QUI UNISSENT NOS PEUPLES »

Par la même occasion, le président de la République du Niger, Abdourahamane Tiani, a affirmé qu'une nouvelle page de l'histoire du Sahel et de l'Afrique s'est ouverte à l'occasion de sa rencontre avec son homologue algérien, Abdelmadjid Tebboune.

« Nous sommes convaincus qu'une page importante de l'histoire du Sahel

et de l'Afrique s'écrit aujourd'hui, et que chaque pays choisira sa position en fonction de ses convictions, de ses intérêts et des valeurs auxquelles il croit », a soutenu en effet le chef de l'Etat nigérien lors du point de presse animé conjointement avec le président Tebboune.

« C'est dans cet esprit que nous sommes venus dans votre pays frère, ami et voisin », a-t-il lancé, soulignant que sa présence aujourd'hui en Algérie « reflète l'importance que nous accordons au renforcement des relations de fraternité et de coopération bilatérale entre nos deux peuples, nos deux gouvernements et nos deux pays ».

Tout en exprimant sa fierté concernant « la solidité des relations historiques qui unissent nos peuples » et la « volonté commune d'insuffler une nouvelle dynamique à notre coopération fraternelle et à notre bon voisinage », le président nigérien a mis en exergue « la position de l'Algérie, qui soutient le respect de la souveraineté du Niger et de ses choix politiques internes » qui « est une position honorable pour votre gouvernement et pour le grand peuple algérien ».

Il a par ailleurs souligné qu'il « est inconcevable pour tout Africain que l'Algérie, qui a souffert pendant plus d'un siècle des ravages du colonialisme, permette que son territoire soit utilisé pour attaquer un Etat africain frère ».

R. N.

ALGÉRIE-NIGER

NOUVELLE PAGE DANS LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

AVIS D'EXPERTS

Lors d'une émission spéciale diffusée dimanche soir sur la chaîne de télévision Canal Algérie, deux éminents experts en géopolitique ont analysé la visite du président du Niger en Algérie. Ils ont mis en lumière les enjeux profonds d'un déplacement qui dépasse largement le cadre protocolaire pour s'inscrire dans une recomposition stratégique du Sahel, entre impératifs sécuritaires, souveraineté régionale et redéfinition des alliances dans un contexte international en mutation accélérée.

Ces deux derniers jours, le président nigérien Abdourahamane Tiani a effectué une visite officielle en Algérie à l'invitation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Au-delà du protocole et des déclarations diplomatiques, ce déplacement s'inscrit dans une phase charnière des relations entre Alger et Niamey.

Deux pays liés par près de 950 kilomètres de frontière, par l'histoire sahélienne, par les défis sécuritaires communs et par des ambitions économiques encore largement sous-exploitées. Cette visite ne relève donc pas du simple calendrier diplomatique. Elle marque une volonté affichée de redynamiser une relation stratégique dans un contexte régional en pleine recomposition.

Le communiqué officiel évoque « le renforcement des liens de fraternité, de coopération et de bon voisinage », ainsi qu'une « nouvelle dynamique visant à tirer le meilleur parti des capacités et potentialités des deux pays au bénéfice des peuples algérien et nigérien ».

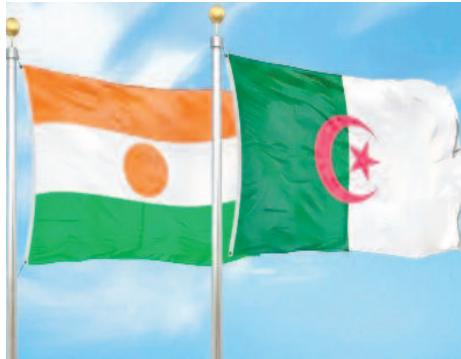
STABILITÉ, MAIS AUSSI SÉRÉNITÉ
Pour Mohamed Achouri, consultant en politique, cette visite constitue avant tout « une très bonne nouvelle pour cette coopération qui recèle des potentialités très importantes et un avenir radieux pour construire justement cet ensemble de coopération au niveau de la région du Sahel ».

Selon lui, la dynamique enclenchée au plus haut niveau « va inscrire une perspective de coopération diversifiée », touchant aussi bien l'économie que la sécurité et les échanges humains. Et il le souligne clairement : « C'est aussi une très bonne nouvelle pour les peuples des deux pays, surtout en matière de relance de ces liens existant déjà historiquement ».

Autrement dit, la visite vise autant à consolider les équilibres politiques qu'à recréer un climat de confiance durable entre sociétés voisines.

La variable sécuritaire reste centrale. Le Sahel demeure une zone sous tension, confrontée à des groupes armés, aux trafics transfrontaliers et aux fragilités institutionnelles. Dans ce contexte, l'Algérie, puissance régionale et acteur diplomatique reconnu, apparaît comme un partenaire structurant.

Mohamed Achouri rappelle que « la



variable de stabilité dans toute cette région est attendue par les peuples du Sahel », soulignant que l'Algérie « comme partenaire fiable, partenaire stratégique et comme puissance régionale, a tout à donner pour ces pays ».

UNE RECOMPOSITION STRATÉGIQUE EN COURS

De son côté, Arslan Chikhaoui, expert en géopolitique, va plus loin en introduisant une notion complémentaire : « Il n'y a pas que la stabilité, il y a également la séénité. »

Selon lui, « on ne peut pas faire de développement si nous n'avons pas de stabilité, si nous n'avons pas de séénité ». La relation algéro-nigérienne ne doit donc pas être uniquement sécuritaire. Elle doit être apaisée, reconstruite « sur de nouvelles bases », après une période marquée par des tensions régionales.

Le retour de l'ambassadeur algérien à Niamey a d'ailleurs constitué un signal fort. « Dans le jargon diplomatique, c'est le dégel, c'est l'apaisement », explique Chikhaoui. Cette étape a ouvert la voie à une normalisation accélérée, matérialisée aujourd'hui par la visite présidentielle.

Pourquoi cette accélération ? La réponse tient au contexte global. « Nous sommes tous confrontés à de nouveaux défis de recomposition géoéconomique et géopolitique », analyse Chikhaoui. Selon lui, « la recomposition des alliances stratégiques est importante et aujourd'hui le temps est donné avec notre voisinage : nous sommes en train de recomposer nos alliances et de revisiter nos alliances ». Cette phrase résume l'enjeu majeur de la visite. L'Algérie consolide son ancrage sahélien à un moment où la région redéfinit ses partenariats internationaux.

Niamey, de son côté, cherche des appuis régionaux solides dans un environnement diplomatique mouvant. Sur le plan économique, les marges sont considérables : infrastructures transsahariennes, coopération énergétique, projets miniers, échanges commerciaux, interconnexion logistique. Le potentiel existe, mais il nécessite un cadre politique stable et une vision stratégique commune.

UN MONDE EN RUPTURE, UN SAHEL VULNÉRABLE

Pour Mohamed Achouri, le moment est loin d'être anodin. Il rappelle que « récemment en Éthiopie, lors de la

réunion de l'Union africaine, la nécessité de travailler pour la stabilité et le développement de l'Afrique a été soulignée, ainsi que la construction d'une décision autonome africaine ».

Autrement dit, il s'agit de « nationaliser la décision au niveau de l'Afrique ». Une formule forte, qui traduit une ambition claire : sortir des logiques d'influence extérieures et consolider des mécanismes africains de gestion des crises et du développement.

Or, rappelle-t-il, « malheureusement, la majorité des pays classés vulnérables dans le monde se trouvent en Afrique, notamment dans la bande sahélienne-saharienne ». Vulnérabilités socio-économiques, fragilités institutionnelles, tensions sécuritaires : le Sahel concentre les lignes de fracture d'un système international instable.

Dans ce contexte, l'Algérie maintient une ligne constante. « L'Algérie a toujours appelé à la consolidation de la relation africaine et au règlement des problèmes au niveau africain », souligne Achouri. Dans cette lecture, la visite de Tiani à Alger prend une dimension stratégique : construire une coopération régionale capable de protéger les ressources et de sécuriser les trajectoires de développement.

Achouri n'hésite pas à qualifier l'Algérie de « modèle à suivre en matière de souveraineté économique et politique, d'exploitation de ses propres ressources et de respect de la non-ingérence ». Selon lui, les pays du Sahel « sont appelés à suivre ce modèle de coopération gagnant-gagnant ».

LA SÉCURITÉ COMME SOCLE INCONTOURNABLE

Si l'ambition politique et économique est claire, elle ne peut se concrétiser sans un socle sécuritaire solide. Arslan Chikhaoui le rappelle avec précision : « La relation bilatérale et frontalière ne peut se faire que s'il y a cette séénité, cette stabilité. »

L'Algérie, affirme-t-il, « a opté pour l'aspect coopératif, donc coopération et non confrontation. Nous sommes dans une logique de coopération ». Mais coopérer suppose d'abord de contenir les menaces. « Il va falloir contenir tous les fléaux malveillants », insiste-t-il.

Ces fléaux sont bien identifiés : le terrorisme, le narcotrafic, le trafic humain et le trafic d'armes, amplifié depuis les perturbations politico-militaires en Libye, en 2011.

Chikhaoui cite des chiffres frappants : « Il y aurait dans la région entre un million et un million et demi d'armes qui circulent et qui sont entre les mains d'organisations malveillantes... ». À cela s'ajoutent les flux migratoires. Mais il précise un point essentiel : « Les flux migratoires ne peuvent pas être contenus uniquement par le levier militaire ou sécuritaire. Ils doivent aussi être contenus par un levier économique. »

Autrement dit, sécurité et développement sont indissociables. La région sahélienne concentre des ressources minières critiques, indispensables à la transition énergétique et à la quatrième révolution technologique.

Chikhaoui rappelle un précédent historique lourd de sens : « Le Niger a été utilisé pendant la deuxième guerre du Golfe pour justifier la soi-disant arme nucléaire que détenait l'Irak, alors qu'il n'y avait aucune preuve valable. » Derrière ces manipulations, l'enjeu est clair : l'accès aux ressources stratégiques. « Les acteurs extrarégionaux perturbent et déstabilisent la région dans un objectif de tirer profit des ressources minières stratégiques et critiques », affirme-t-il.

Or, la conversion énergétique mondiale accroît encore la pression sur ces ressources. L'Afrique, et particulièrement le Sahel, devient un espace stratégique convoité. Dans ce contexte, l'Algérie et le Niger font face à un double défi :

« contenir les fléaux malveillants » et « relever le défi du développement économique commun ». Chikhaoui résume la posture algérienne par une formule structurante : « Nous sommes dans une logique de multialignment économique et de non-alignement idéologique. »

Autrement dit, ouverture aux partenariats, mais refus de l'alignement politique ou stratégique.

LE SAHEL À L'ÉPREUVE DE SA PROPRE CENTRALITÉ

Ce moment diplomatique oblige à regarder la région autrement. Non plus comme un espace de crises successives, mais comme un carrefour stratégique où se croisent sécurité, ressources, routes énergétiques et nouvelles alliances. La visite du président nigérien à Alger agit presque comme un révélateur : soit les États sahariens structurent eux-mêmes leur interdépendance, soit d'autres continueront à l'organiser à leur place. La vraie question n'est donc pas seulement bilatérale. Elle est systémique. Les deux pays peuvent-ils transformer leur proximité géographique en profondeur stratégique partagée ? Peuvent-ils bâtir une coordination sécuritaire qui ne soit pas uniquement défensive mais anticipative ? Peuvent-ils convertir leurs richesses minières et énergétiques en instruments d'influence plutôt qu'en facteurs de convoitise externe ?

Tout l'enjeu est là. Car dans un monde où tous les chaînes d'approvisionnement, les routes commerciales et les ressources critiques redessinent la hiérarchie des puissances, le Sahel cesse d'être périphérique. Il devient central. Et cette centralité impose une maturité politique, une discipline stratégique et une vision à long terme.

Si Alger et Niamey parviennent à articuler sécurité, développement et souveraineté dans une logique cohérente, alors cette visite marquera un point d'inflexion. Sinon, elle restera une opportunité partiellement exploitée dans un environnement international qui, lui, n'attend jamais.

G. Salah Eddine

SUIVI DES CONTRATS CONCLUS LORS DE FOIRES INTERNATIONALES LE MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR RENCONTRE DES EXPORTATEURS

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, a dirigé une réunion à Alger, dimanche dernier, avec divers acteurs économiques qui ont signé des contrats d'exportation lors de leur participation à des foires et événements économiques mondiaux à l'étranger, selon un communiqué du ministère. «Cette réunion s'inscrit dans le cadre du suivi des résultats de la participation algérienne aux événements économiques à l'étranger et de la mise en valeur des efforts déployés par les acteurs économiques pour pénétrer les marchés mondiaux dans le contexte des initiatives visant à augmenter la visibilité des produits nationaux sur les marchés internationaux, notamment hors secteur des hydrocarbures», d'après la même source. Au cours de la réunion, le ministre a attentivement écouté les présentations faites par les acteurs



économiques concernant les types de contrats signés et les perspectives d'expansion des activités d'exportation. Il a également prêté attention aux inquiétudes liées à la logistique, au transport et aux procédures réglementaires afférentes aux opérations d'exportation.

Lors de cet événement, M. Rezig a déclaré que son département travaille à soutenir les exportateurs en leur fournissant les facilités nécessaires, conformément aux directives des hautes instances du pays qui visent à diversifier l'économie nationale, encourager les exportations et améliorer la compétitivité des produits locaux sur le marché international.

Le ministre a aussi souligné la nécessité d'exploiter les expositions et événements économiques mondiaux comme des outils pour l'ouverture de nouveaux marchés et l'établissement de collaborations commerciales. Il a mis en lumière le rôle crucial des acteurs économiques dans la mise en œuvre de la stratégie étatique visant à positionner l'exportation comme un moteur essentiel de la croissance économique.

Cela inclut aussi la conception d'un plan de participation à des salons économiques internationaux cette année dans le but de consolider la présence des produits et services algériens sur les marchés étrangers et d'offrir de nouvelles opportunités aux acteurs économiques.

Amira Benhizia

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ NATIONAL EN VIANDES BLANCHES L'ONAB MET EN PLACE UN PROGRAMME POUR LE RAMADAN

L'Office national des aliments de bétail (ONAB) a lancé un programme spécial pour renforcer l'approvisionnement du marché national en viandes blanches et en œufs, afin de répondre à la demande croissante et de garantir la disponibilité de ces produits durant le mois de Ramadan.

Dans une déclaration à l'APS, le président-directeur général de l'ONAB, Lamri Hamitouche, a précisé que cette initiative prévoit l'augmentation des quantités de viandes blanches à travers les points de vente du groupe, afin de couvrir l'ensemble du marché national et de stabiliser les prix. L'ONAB participe également aux marchés de proximité organisés sur tout le territoire, pour rapprocher les produits des citoyens. Selon M. Hamitouche, le nombre total



des points de vente devrait dépasser 200, garantissant un approvisionnement régulier et direct en viandes blanches et en œufs tout au long du mois sacré, en plus des 139 points de vente permanents déjà répartis à travers plusieurs wilayas.

Le PDG a insisté sur la nécessité de maintenir des prix raisonnables et accessibles, tout en tenant compte des coûts de production dans le cadre du rôle de l'ONAB comme acteur public chargé d'organiser le marché et de protéger le pouvoir

d'achat des citoyens. Il a rappelé la convention signée en décembre dernier avec la Fédération nationale des aviculteurs, destinée à renforcer le partenariat avec les producteurs locaux, soutenir la production nationale et garantir sa continuité. Cette convention prévoit notamment la fourniture de poussins de chair âgés d'un jour, au prix de 80 DA l'unité, ainsi que la mise à disposition d'aliments pour volailles à des prix étudiés et compétitifs au niveau des unités de production du groupe. Elle inclut également le rachat du poulet vivant à 280 DA/kg, assurant ainsi la stabilité des revenus des aviculteurs et les incitant à poursuivre leur activité.

Ces mesures font partie d'une approche globale visant à garantir un approvisionnement régulier et stable en viandes blanches sur le marché national, grâce à une planification anticipée de la production et au renforcement du stock national.

Cheklat Meriem

PLUSIEURS INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES INAUGURÉES À BÉJAÏA

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a procédé samedi dernier à Béjaïa à l'inauguration de plusieurs infrastructures touristiques et à l'inspection de projets d'investissement dans plusieurs communes de la wilaya.

Accompagnée du wali de Béjaïa, Kamel-Eddine Kerbouche, la ministre a inauguré trois hôtels situés dans les communes d'El Kseur et de Béjaïa, et a posé la première pierre du projet d'extension de l'hôtel Les Hammadites à Tichy. Elle a par ailleurs inspecté plusieurs projets d'investissement privés dans les communes de Souk El Tenine et Melbou dans l'est de la wilaya.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de sa visite, Mme Meddahi a indiqué que la livraison de ces projets, prévue au cours de cette année, permettra de renforcer le parc hôtelier de la wilaya, d'accroître ses capacités d'accueil et de créer de nouveaux emplois, contribuant ainsi à stimuler la dynamique concurrentielle du secteur. La ministre a insisté sur le respect des délais de réalisation, soulignant l'importance de recourir à une main-d'œuvre qualifiée, d'utiliser des matériaux et

équipements de fabrication nationale et de limiter les importations. Elle a également insisté sur l'intégration des nouvelles technologies de l'information et de la communication par la numérisation des mécanismes de commercialisation, d'exposition, de réservation et de paiement électronique, afin de « renforcer la compétitivité des établissements hôteliers et d'améliorer la qualité des services fournis ».

Cette démarche s'inscrit, a-t-elle rappelé, dans le cadre de la politique nationale de numérisation des différents secteurs, et notamment du tourisme. La ministre a également souligné l'importance de proposer des prestations à des tarifs conformes à la politique de l'État de soutien au tourisme interne, tout en restant accessibles aux familles algériennes. Elle a indiqué que la wilaya de Béjaïa compte dix zones d'expansion touristique (ZET), dont les plans d'aménagement ont été finalisés et étudiés. Ces zones permettront de mettre à disposition des assiettes foncières touristiques respectant les normes et critères fixés par l'État, afin de stimuler l'investissement dans le secteur. Dans le cadre des préparatifs de la saison

estivale, Mme Meddahi s'est également intéressée aux travaux d'aménagement des plages menés par les autorités locales dans la commune de Souk El Tenine, financés par une enveloppe de 56 millions de DA provenant du budget de la wilaya. Elle a précisé qu'une enveloppe de plus de 13 millions de DA avait été affectée à la réalisation d'études pour la réhabilitation de neuf plages dans les communes de Beni Ksila, Béjaïa et Aokas, afin de réunir toutes les conditions nécessaires à l'accueil des estivants.

Cette visite illustre une vision claire : faire du tourisme en Algérie un moteur de développement local et d'attractivité nationale. Entre expansion hôtelière, réhabilitation des plages et intégration des nouvelles technologies, la wilaya de Béjaïa se prépare à accueillir une saison estivale ambitieuse, tout en posant les bases d'un secteur touristique plus compétitif, durable et accessible. Si ces projets sont menés à terme dans le respect des normes et des délais, ils pourraient transformer la région en un exemple concret de convergence entre investissement, emploi et qualité de service.

Ch. Meriem

PROTECTION DE L'ENFANCE

UN PROJET DE CHARTE DANS LES MÉDIAS EN COURS D'ÉLABORATION

La déléguée nationale à la protection de l'enfance, Mme Meriem Cherfi, a annoncé, dimanche dernier à Alger, l'élaboration en cours d'un projet de charte relativé à la protection de l'enfant dans les médias, lequel constituera une valeur ajoutée qualitative au travail journalistique professionnel traitant des questions liées à l'enfance.

Lors d'une intervention à l'ouverture d'une session de formation au profit des journalistes membres du réseau des journalistes algériens pour la défense des droits de l'enfant, organisée sous le thème « L'enfant et les défis des nouveaux médias », Mme Cherfi a indiqué que l'Organisation nationale pour la protection et la promotion de l'enfance (ONPP) « travaille en collaboration avec le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) sur un projet de charte concernant la protection de l'enfant dans les médias, afin de valoriser et présenter les droits de l'enfant, ainsi que les dispositifs mis en place par l'État à cet égard ».

Elle a aussi précisé que cette charte « apportera une plus-value qualitative au travail journalistique professionnel abordant les sujets relatifs à l'enfance », mettant en avant qu'elle « sera prochainement présentée au ministère de la Communication pour amélioration ».

Dans le même ordre d'idées, Mme Cherfi a annoncé la mise en place, le mois prochain, d'une cellule de cybergarderie destinée à suivre l'évolution de la société et du monde, particulièrement en ce qui concerne les usages inappropriés de la technologie.



Cette entité inclut des agents et officiers de la Police judiciaire affiliés à la Gendarmerie nationale et à la Sécurité nationale. Des experts œuvrent également jour et nuit sur tout contenu relatif à l'enfant dans l'univers numérique.

Concernant cette session de formation, elle a été orchestrée en partenariat avec le ministère de la Communication et en coopération constante avec l'UNICEF. On nous a informés qu'elle « permettra d'explorer les évolutions juridiques et d'autres sujets exposés par des experts et des spécialistes ».

Pour sa part, le ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama, a salué « les efforts déployés par le réseau des journalistes et les jalons significatifs atteints dans l'atteinte des objectifs louables pour lesquels il a été instauré, qui visent à sauvegarder les droits de l'enfant, à le protéger contre les menaces potentielles, à contribuer à l'épanouissement de son développement et à assurer ses meilleures conditions de préparation

pour le futur ».

Il a précisé que « grâce à ses journalistes, le réseau a su proposer des espaces médiatiques consacrés aux enfants, avec des contenus diversifiés, détaillés et constructifs ». Il a aussi réussi à attirer un large public incluant « des enfants, des éducateurs, des experts et des familles algériennes », en abordant de manière responsable « de nombreuses problématiques sensibles liées à l'enfance ».

Il a également insisté sur le fait que le réseau « a mis en évidence les initiatives nationales considérables et de qualité pour l'enfance, menées par les institutions étatiques, avec en première ligne l'ONPP, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, ainsi que tous les intervenants dans ce secteur ».

Dans ce contexte, le ministre a souligné que son département « met un accent particulier sur la formation, perçue comme le moyen de former un journaliste qui agit proactivement, vérifie avant publication, reste fidèle à

la vérité, à son pays et à son métier, tout en étant conscient que la liberté s'accompagne de responsabilité ». Pour sa part, Mme Katarina Johansson, représentante de l'UNICEF en Algérie, a parlé de la collaboration actuelle entre l'organisation et ses partenaires algériens afin de « renforcer la protection de l'enfance ».

Elle a révélé : « Le contenu de cette session de formation fournit un cadre professionnel pour développer les compétences essentielles, assurer la solidité des normes éthiques, renforcer les capacités et établir un environnement médiatique qui défend les enfants, prévient les dangers et encourage une culture basée sur les droits ».

Cette rencontre de deux jours comportera des discussions et des ateliers axés sur divers enjeux liés à l'enfance. Parmi ces sujets figurent les droits de l'enfant entre droit international et droit national, la condition des enfants au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi que l'impact des médias. D'autres thématiques incluent la désinformation et la polarisation numérique, les défis d'une éducation éclairée, ainsi que l'éthique professionnelle dans le traitement des questions relatives aux enfants. Enfin, on abordera aussi le rôle joué par les médias dans la sauvegarde de cette catégorie de population.

Amira Benhizia

PRISE EN CHARGE DES ENFANTS AUTISTES OUVERTURE DES ATELIERS DE FORMATION

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, a dirigé l'inauguration des ateliers de formation sur le nouveau projet éducatif et pédagogique dédié à l'accompagnement des enfants autistes, dimanche passé à Alger. Ces ateliers sont destinés aux intervenants du domaine de la solidarité nationale, aux cadres et enseignants du ministère de l'Éducation nationale, ainsi qu'aux acteurs de la société civile. L'inauguration de ces ateliers nationaux a été marquée par la présence du ministre de l'Éducation nationale, Mohammed Seghir Saâdaoui, du ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudene, ainsi que du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Salhi.

Au cours de cette intervention, Mme Mouloudji a mis en avant le fait que l'Algérie avance avec détermination vers la mise en place d'un système global de prise en charge des individus touchés par le trouble de l'autisme, grâce à la politique nationale mise en place dans le contexte de la protection et de l'avancement des droits des personnes handicapées.

La politique de l'État en matière de protection sociale, surtout concernant le soutien aux personnes touchées par le trouble de l'autisme, a été renforcée grâce à la promulgation du décret présidentiel instaurant le Centre national de l'autisme, ses objectifs, sa structure et son mode opératoire, ainsi que par la publication du décret exécutif créant des centres spécialisés.

Dans le même ordre d'idées, la ministre a indiqué que le centre se concentrera sur « la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du plan national autisme », ce qui représente une étape cruciale importante pour établir un système

national intégré de gestion de cette catégorie. Les missions du centre seront soutenues par « des recherches, des études, de la formation et une assistance technique pour l'accompagnement des familles », tout en gardant à l'esprit la nécessité d'une harmonisation des interventions provenant de « divers secteurs et organismes ».

En ce qui concerne les dispositifs d'accompagnement des personnes diagnostiquées dans le spectre de l'autisme, Mme Mouloudji a mis en exergue la conception d'un projet de programme pédagogique « visant à harmoniser ces dispositifs au sein de tous « les établissements spécialisés, qu'ils soient sous l'égide du secteur de la solidarité nationale ou d'autres secteurs ». Elle a également soutenu que la prise en charge efficace des individus concernés « nécessite une intervention multidimensionnelle intégrant les éléments médicaux, psychologiques, éducatifs et sociaux » et repose principalement sur « la formation spécialisée et continue de l'ensemble des intervenants sur le terrain ».

Quant à lui, le ministre de l'Éducation nationale a mis en évidence que son département reste « un acteur crucial dans la prise en charge des cas d'autisme, compte tenu du soutien gouvernemental et de la collaboration intersectorielle constante entre les différents domaines, sans oublier l'engagement des parents d'élèves et de la société civile, particulièrement pour ce qui est du diagnostic précoce et du suivi constant des cas ».

Dans cette perspective, il a de nouveau insisté sur « l'engagement du secteur à continuer de collaborer avec le département de la solidarité nationale et les autres intervenants afin d'implémenter le nouveau programme éducatif et assurer un cadre scolaire optimal pour les

enfants autistes ».

Le ministre de la Santé, pour sa part, a mis l'accent sur les initiatives de son ministère visant à « construire un système intégré reposant sur le diagnostic précoce et l'accompagnement médical et psychologique permanent », en précisant que l'établissement d'un plan national pour l'autisme requiert « la contribution de diverses spécialités et domaines, sans oublier le soutien d'experts nationaux et internationaux ».

Il a donc mis en évidence que le domaine de la santé a contribué à ce processus par « l'établissement de la pédopsychiatrie et l'amélioration des structures qui lui sont consacrées », en précisant que l'Algérie possède actuellement « 20 unités spécialisées, dont 9 à vocation hospitalo-universitaire, ainsi qu'environ 100 experts dans ce domaine ».

En ce qui concerne le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, il a souligné l'importance d'offrir « un soutien psychologique constant, une attention régulière et un accompagnement continu aux enfants autistes et à leurs proches ». Cela pourrait aider à « valoriser les aptitudes des enfants autistes et leur donner la possibilité de s'intégrer socialement, surtout parce que beaucoup d'individus avec des besoins spécifiques à travers le monde ont démontré leur réussite ».

Ces sessions de formation sont bénéfiques pour 320 participants, comprenant des membres du personnel technique du secteur de la solidarité nationale, des enseignants affiliés au secteur de l'éducation nationale, des associations opérant dans ce domaine, ainsi que des familles d'enfants atteints d'autisme.

Abir Menasria

OUVERTURE DES CANDIDATURES POUR LA 2^e ÉDITION DE « STUDY IN ALGERIA »

L'ALGÉRIE RÉAFFIRME SA VOCATION DE HUB ACADEMIQUE

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a annoncé, dimanche dernier à Alger, le début des inscriptions pour la deuxième édition du programme « Study in Algeria », réservé aux étudiants étrangers désirant continuer leurs études en Algérie sous un statut « contractuel ».

Lors de la première rencontre nationale des étudiants étrangers inscrits sur la plateforme « Study in Algeria », qui s'est déroulée à la Faculté des sciences de l'information et de la communication, M. Baddari a précisé que cette seconde édition représente une opportunité d'évaluer cette initiative, initiée il y a quelques mois.

Le ministre a indiqué que cette méthode (inscription via la plateforme) fait partie de l'initiative « de modernisation de l'université », d'amélioration de ses performances et d'élargissement de ses sources de financement, grâce à des accords établis entre « les étudiants



étrangers et les établissements universitaires », précisant clairement les obligations mutuelles des deux parties dans le but d'accéder à « un enseignement et une recherche scientifique de haut niveau ». Il a précisé que cette approche a également pour objectif de donner à l'université algérienne la capacité de concurrencer « les réseaux universitaires internationaux dans le secteur de l'enseignement supérieur et de la

recherche scientifique », tout en offrant à ces étudiants l'opportunité d'exercer dans leur pays natal, de transmettre le savoir et d'agir comme des ambassadeurs de l'Algérie dans leurs pays respectifs. Quant au porte-parole et le représentant du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Saadallah Kahal, il a affirmé « l'engagement du ministère à

soutenir les efforts de toutes les institutions nationales, y compris le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, pour mettre en œuvre le programme « Study in Algeria ». Ce dernier vient compléter le programme de bourses offert par l'Algérie aux étudiants étrangers, notamment «

africains et arabes ». La rencontre a également été l'occasion pour plusieurs étudiants internationaux en Algérie de témoigner de leur parcours universitaire et des facilitations qui leur ont été accordées par les responsables du secteur de l'enseignement supérieur, saluant les efforts de l'université algérienne pour offrir une « formation de qualité ».

Abir Menasria

TÉLÉCOMMUNICATIONS

PREMIER EXERCICE SECTORIEL DE SIMULATION DE CYBERATTAQUES ET CYBER HACKATHON

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a organisé le premier exercice sectoriel de simulation de cyberattaques et cyber Hackathon dans le cadre du renforcement de la préparation des institutions nationales face aux cybermenaces, a indiqué dimanche dernier un communiqué officiel. M. Sid Ali Zerrouki a participé samedi dernier à la cérémonie de clôture de cette première édition, qui a rassemblé toutes les institutions du secteur. Le communiqué précise que cet événement s'inscrit dans le cadre des efforts du ministère pour renforcer la résilience des systèmes nationaux face aux menaces numériques.

Lors de son allocution, M. Zerrouki a rappelé que « le renforcement de la cybersécurité constitue un pilier central pour réaliser une souveraineté numérique nationale », soulignant qu'il s'agit d'une priorité stratégique dans le cadre de la transformation numérique accélérée du pays. Il a également évoqué les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à développer « une stratégie nationale numérique intégrée, fondée sur l'anticipation, le renforcement de la protection des systèmes d'information et la promotion d'une culture numérique citoyenne et responsable », garantissant la sécurité de l'espace cyberspatial national et la durabilité de son développement.

Le ministre a salué le haut niveau technique des participants au Hackathon, reflet du potentiel remarquable de la jeunesse algérienne, et a insisté sur le fait que l'investissement dans les jeunes talents « demeure un choix stratégique pour assurer la durabilité d'une transformation numérique sécurisée ». Il a particulièrement félicité « les étudiants de l'École supérieure des technologies de l'information et de la communication, et de la poste (ENSTICP), ainsi que tous les participants ayant contribué au succès de cette manifestation scientifique et technique ».

Le programme de clôture a inclus la simulation de plusieurs scénarios de cyberattaques, tels que le phishing (hameçonnage), les rançongiciels et les attaques par déni de service, ainsi que la présentation et l'analyse des résultats du cyberexercice. Il a également comporté « une conférence thématique sur la cybersécurité et le développement des compétences face aux défis actuels », suivie d'un débat interactif avec le public pour répondre aux questions des participants, conclut le communiqué.

Cheklat Meriem

PUBLICITE



MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION
ENTREPRISE NATIONALE DE COMMUNICATION, D'ÉDITION ET DE PUBLICITÉ
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS AU CAPITAL SOCIAL DE 7.750.000.000 DA

Communiqué de Presse

Dans le cadre de son soutien continu aux initiatives d'innovation et du renforcement de son partenariat avec le secteur de l'éducation, l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEPE) a eu l'honneur de parrainer la cérémonie de distinction du concours TARBYA UP CHALLENGE 2025, organisée le samedi 14 février 2026 par l'Institut National de Recherche en Éducation (INRE), au siège du Fonds de Garantie relevant du Ministère de l'Habitat à Ouled Fayet – Alger.

Cette initiative nationale pionnière vise à valoriser et encourager l'innovation dans le secteur éducatif en Algérie, à travers la récompense des meilleurs projets portés par des élèves, des enseignants, des chercheurs, ainsi que par de jeunes startups activant dans le domaine de l'éducation.

La cérémonie s'est déroulée en présence de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de Monsieur le Ministre de l'Économie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, ainsi que de représentants de différentes institutions et organismes partenaires. Cet événement a constitué un espace privilégié d'échange d'expertises et de présentation de solutions innovantes susceptibles de contribuer au développement du système éducatif national.

Dans ce contexte, l'Unité d'Imprimerie de Rouiba, relevant de l'ANEPE, a marqué sa présence à travers un stand professionnel dédié à la présentation de ses services et à l'exploration d'opportunités de partenariat, notamment dans le domaine de l'impression de divers supports et documents pédagogiques.

Ce parrainage s'inscrit dans la vision stratégique de l'ANEPE, qui vise à contribuer activement au développement du système éducatif, en tant que partenaire national engagé dans l'accompagnement des initiatives d'innovation et de développement.

Siège social : 50, rue Khélifa Boukhalfa - BP 355, Alger-gare
+213 0 21 23 89 63 Fax : +213 0 21 23 64 90
@ contact@anep.com.dz
www.anep.com.dz



ALGER16,
le quotidien
du Grand Public



TOUJOURS PRÉSENT POUR VOUS

AFIN D'ENCOURAGER LES TALENTS ÉMERGENTS

VERS UN RENFORCEMENT DE L'ACTION CULTURELLE À TRAVERS LES DIFFÉRENTS ESPACES SPÉCIALISÉS

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a souligné, dimanche dernier à Constantine, l'importance de renforcer l'action culturelle à travers les différents espaces et institutions, tout en élargissant la participation des jeunes et en associant les étudiants universitaires aux programmes et initiatives culturels.

Le 10 février, lors de l'inspection de l'annexe de la Maison de la culture « Défunt moudjahid Hocine Aït Ahmed » dans la commune d'El Khroub, au deuxième jour de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya, la ministre a insisté sur le soutien aux initiatives locales et sur l'encouragement des talents émergents, contribuant ainsi à promouvoir l'action culturelle et à consolider son rôle dans la diffusion du savoir et le renforcement des valeurs sociétales ». Mme Bendouda a également appelé à diversifier et intensifier les programmes culturels pour répondre aux aspirations des jeunes, tout en impliquant les étudiants universitaires dans la vie culturelle, en tant qu'énergie active pour le développement de la scène locale ».

Au Musée des arts et des expressions culturelles traditionnelles « Palais du Hadj Ahmed Bey », la ministre a invité les responsables locaux à exploiter cet espace pour le tournage d'œuvres cinématographiques et de séries télévisées

historiques, le qualifiant de cadre idéal pour la reconstitution des époques anciennes, contribuant ainsi à la promotion du site. Lors de sa visite à la Bibliothèque principale de lecture publique « Mustapha Netour » au chef-lieu de wilaya, Mme Bendouda s'est informée des services proposés aux lecteurs et des programmes de promotion de la lecture. Elle a procédé à l'installation de la poétesse Mounira Saâda Khelkhal en tant que nouvelle directrice de l'établissement. À cette occasion, la ministre a souligné que la bibliothèque devait être « un phare riche en activités culturelles et un espace d'organisation de rencontres, d'encouragement des initiatives et des clubs culturels », insistant sur l'ouverture à toutes les associations, le renforcement des activités liées au livre et l'élaboration d'une vision renouvelée de l'action culturelle en collaboration avec l'université, afin de développer un programme culturel digne de l'image de la wilaya de Constantine. La ministre présidera, en soirée, la première projection



d'honneur du film historique « Ahmed Bey » à la grande salle de spectacles du complexe culturel « Ahmed Bey » (Zénith). À travers cette visite, la ministre trace une orientation qui dépasse le simple suivi administratif des structures culturelles. Elle esquisse une stratégie où patrimoine, création contemporaine et jeunesse doivent converger pour redonner à Constantine son rôle historique de capitale intellectuelle et artistique. Si les

recommandations formulées trouvent une traduction concrète sur le terrain, la wilaya pourrait devenir un laboratoire d'une nouvelle politique culturelle, plus inclusive, plus connectée à l'université et plus ancrée dans son héritage. Car au fond, l'enjeu n'est pas seulement d'organiser des activités, mais de faire de la culture un moteur structurant du développement local et de l'engagement citoyen.

Cheklat Meriem

LIQUE DES ÉTATS ARABES

L'ALGÉRIE PRÉSIDE LA 16^e RÉUNION DU COMITÉ TECHNIQUE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE AU CAIRE

L'unité de la propriété intellectuelle et de la compétitivité de la Ligue des États arabes a tenu, dimanche dernier au Caire (Égypte), la 16e réunion du Comité technique de la propriété intellectuelle sous la présidence de Samir Thaalbi, directeur général de l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA), indique un communiqué de l'Office. La réunion a examiné "les recommandations de la 15e session et la poursuite de la coordination de l'action arabe commune à travers les deux sous-comités (propriété industrielle et droits d'auteur et droits voisins), tout en passant en revue les progrès réalisés dans les différents dossiers de coopération", selon la même source.

L'ordre du jour de cette session comprend l'examen de plusieurs axes stratégiques, dont le projet de création de la plateforme du registre électronique arabe avec le soutien de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), le lancement du réseau régional des centres d'appui à la technologie et à l'innovation (CATI) des pays arabes, outre les défis auxquels font face les droits d'auteur et les droits voisins, notamment à la lumière du développement

accéléré des applications de l'IA. Cette réunion concrétise la poursuite des efforts arabes visant à renforcer la protection de la créativité et le développement d'un système intégré de propriété

intellectuelle adapté aux transformations numériques et soutenant l'innovation dans la région, ajoute le communiqué. En mai 2025, l'Algérie a été élue à la tête du Comité technique de la

propriété intellectuelle de la Ligue des États arabes pour un mandat de deux ans, renouvelable une seule fois.

R. C.



Alger16, Le quotidien du Grand Public

RETROUVEZ VOTRE EDITION PAPIER CHEZ LES BURALISTES
LE PDF SUR NOTRE SITE : alger16.dz

www.alger16.dz
 Alger16 quotidien



DOULEUR CHEZ LES SÉNIORS

LES TRAITEMENTS PHARMACOLOGIQUES LES MÉTHODES NON PHARMACOLOGIQUES

□ Avec l'augmentation de l'espérance de vie, l'effectif global des plus de 65 ans ne cesse d'augmenter. Par ailleurs, on estime que 70 % des seniors souffrent de douleurs.

L'avancée en âge est synonyme d'apparition de douleurs. Mais il est possible de les soulager, quel que soit l'âge, et quelle que soit la douleur. C'est pourquoi ne pas banaliser la douleur d'un senior et en parler, c'est primordial.

PAS TOUS ÉGAUX !

En fonction de leur âge, de leur état de santé, de leurs antécédents et de leur vie sociale et affective, les personnes âgées ne ressentent pas la douleur de la même façon. La santé, la dépendance et les facultés mentales jouent pour beaucoup. Souvent, les facteurs religieux, culturels, d'éducation, associés à l'âge, provoquent une sous-estimation de la douleur chez les seniors, et l'inadéquation du traitement au cas du patient. La démarche doit être personnalisée, et surtout, il faut communiquer sur le fait qu'il n'est pas normal d'avoir mal lorsqu'on est âgé.

LA PERSONNE ÂGÉE PERÇOIT LA DOULEUR DIFFÉRENTMENT

Lorsque l'on avance en âge, le corps est plus fragile. On perd en énergie, en capacité de concentration et de raisonnement. Par ailleurs, les souvenirs d'anciennes douleurs sont plus nombreux et plus divers. Non seulement ces phénomènes amplifient la douleur, mais s'ils sont associés à un sentiment d'isolement ou de solitude, cette dernière peut vite devenir inutilement intolérable. C'est pourquoi la douleur chez les seniors doit être prévenue, anticipée et traitée efficacement. Les relations entre âge et douleur sont complexes : alors que dans certaines maladies, l'âge augmente l'intensité de la douleur ressentie,

d'autres peuvent devenir indolores lorsque le patient atteint est âgé.

OBSTACLES À L'EXPRESSION DE LA DOULEUR CHEZ LES SÉNIORS

Du fait de la diminution possible des capacités mentales (mémoire, langage), d'un handicap sensoriel (baisse de la vue, de l'audition) ou encore d'effets secondaires liés à un traitement médicamenteux, il est parfois difficile pour une personne âgée d'exprimer clairement et précisément ce qu'elle ressent. C'est alors à son entourage et au personnel soignant d'en détecter les signes.

ÉVALUER LA DOULEUR CHEZ LA PERSONNE ÂGÉE

Les personnes âgées sont fragiles. Même une douleur d'intensité légère peut s'avérer lourde de conséquences. C'est pourquoi les écouter et ne pas banaliser leurs sensations est important, faute de quoi elles peuvent se replier sur elles-mêmes et rester seules face à leur douleur. Mais l'écoute n'est pas suffisante, il faut



aussi aller chercher l'information. En effet, les seniors peuvent être réticents à communiquer leur souffrance (peur de se plaindre, d'être un poids, de déranger, etc.). Dans ce cas, leurs comportements peuvent s'avérer très informatifs : il faut rechercher un changement d'humeur, de comportement ou la survenue de troubles du sommeil, une réduction des activités ou de l'appétit, ou encore une aggravation de l'état général. Parfois, les personnes âgées n'ont plus les capacités de communication nécessaires pour décrire leur douleur, l'évaluer, ou tout simplement l'exprimer. Il existe des échelles d'évaluation de la douleur spécialement conçues pour les personnes âgées non communicantes, qui se basent sur le comportement et les expressions du visage. C'est le personnel soignant qui surveille tout signe de douleur chez le patient âgé.

TRAITEMENTS

Les traitements pharmacologiques de la personne âgée peuvent être les mêmes que ceux de l'adulte jeune, et aussi efficaces. Comme pour toutes les autres catégories d'âge, il ne faut pas négliger les méthodes non pharmacologiques comme l'électrothérapie, le thermalisme, les massages ou encore l'acupuncture. L'efficacité de ces méthodes n'a jamais été scientifiquement établie mais elles peuvent être efficaces en complément du traitement médicamenteux.



NUMÉROS UTILES

URGENCES ET SÉCURITÉ SAMU	021.67.16.16/ 67.00.88
CHU MUSTAPHA	021.23.55.55
CHU BEN AKOUN	021.91.21.63
CHU BENI MESSOUS	021.93.11.90
CHU BAINEM	021.81.61.13
CHU KOUBA	021.58.90.14
AMBULANCES	021.60.66.66
DÉPANNAGE GAZ	021.68.44.00
DÉPANNAGE ÉLECTRICITÉ	021.68.55.00
SERVICE DES EAUX	021.58.32.32/ 58.37.37
PROTECTION CIVILE	021.61.00.17
SÛRETÉ DE WILAYA	021.63.80.62
GENDARMERIE	021.62.11.99/ 62.12.99
NUMÉROS UTILES	
AÉROPORT HOUARI BOUMEDIENE	021.54.15.15
AIR ALGÉRIE (RÉSERVATION)	021.28.11.12
Air France	021.73.27.20/ 73.16.10
ENMTV	021.42.33.11/12
SNTF	021.76.83.65/ 73.83.67
SNTR	021.54.60.00/ 54.05.04
Hôtel Sheraton	021.37.77.77
Hôtel Mercure	021.24.59.70/85
Hôtel El-Djazair	021.23.09.33/37
Hôtel El-Aurassi	021.74.82.52
Hôtel Hilton	021.21.96.96
Hôtel Sofitel	621.68.52.10/17

Pour vos petites annonces: UN SEUL JOURNAL

Les petites annonces
sont à **150 DA** seulement

Anniversaires, félicitations...
à **300 DA** seulement

ALGER 16

alger16.dz@gmail.com
5, rue du Sacré-Cœur, Alger



020 10 23 68

FOOTBALL/ES SÉTIF

SREDOJEVIĆ LIMOGÉ, LOTFI AMROUCHE ENGAGÉ

Alors que c'était dans l'air compte tenu des derniers résultats pas du tout rassurants de l'équipe, c'est désormais chose faite. L'entraîneur serbe de l'ES Sétif, Milutin Sredojević, et l'ensemble de son staff technique ont été limogés.

Visiblement, la défaite (2-0) concédée le week-end dernier, lors du match comptant pour la 19e journée, a été fatale pour Micho et ses assistants, dont les contrats ont été résiliés.

L'annonce officielle de la décision a été rendue publique avant-hier par la direction de l'Entente.

«Sur

proposition et demande du directeur sportif, la direction de l'ES Sétif annonce la résiliation à l'amiable des contrats de l'entraîneur serbe Milutin Sredojević, ainsi que des éléments composant son staff technique», mentionne le communiqué publié par le club sétifien sur ses réseaux à ce sujet. Voilà donc qui confirme l'information qui a commencé à circuler dès vendredi soir.

AMROUCHE ENTAMERA SA MISSION AUJOURD'HUI

La direction de l'ES Sétif semble avoir, par ailleurs, déjà pris toutes ses dispositions pour ne pas pénaliser l'équipe puisqu'elle annonce dans la foulée la nomination d'un nouveau technicien qui n'est autre que Lotfi Amrouche. Ce dernier avait également, pour rappel, rompu son contrat à l'amiable, il y a à peine quelques jours, avec son ex-club, l'O Akbou. Il est désormais le nouvel entraîneur

de l'Aigle noir jusqu'à la fin de la saison. La direction entente à «décidé la nomination du coach Lotfi Amrouche en compagnie de son staff assistant pour composer le staff technique de l'ES Sétif jusqu'à la fin de l'exercice. La direction du club souhaite plein succès au nouveau staff dans sa mission dans l'espoir de remettre l'équipe sur le cours des bons résultats, comme elle présente ses remerciements à l'entraîneur Micho et son staff pour tout ce qu'ils ont fourni comme efforts durant leur mission», enchaîne le communiqué. Lotfi Amrouche, indiquent des sources avisées, devrait entamer sa prise de fonction dès aujourd'hui, lors de la séance d'entraînement du jour. Il hérite ainsi d'une équipe logée à la 13e place au classement avec 20 points à trois unités du dernier relégable, sans le moindre match en retard.

D. C.

USM ALGER

Lamine N'Diaye pour succéder à Benchikha

Coup de théâtre à l'USM Alger. La question de la succession d'Abdelhak Benchikha à la tête du staff technique du club fait encore des vagues. Alors que le directeur général sportif du club, Said Alik, avait annoncé dernièrement avoir tout conclu avec Miloud Hamdi qui devait faire son come-back au club, c'est finalement le technicien sénégalais Lamine N'Diaye qui serait engagé pour prendre en main l'équipe jusqu'à la fin de la saison. C'est le moins ce que laissent entendre plusieurs sources concordantes qui avancent même l'arrivée de l'ex-coach du TP Mazambe ce jeudi à Alger, en vue de finaliser son engagement avec les Rouge et Noir. Au-delà de tout ce qui a été dit, le profil du Sénégalais correspond aussi bien aux ambitions d'Alik qui ne cache pas son avidité de jouer à fond la Coupe de la CAF.

D. C.

LIGUE 1/LA 20^e JOURNÉE FIXÉE POUR LES 20 ET 21 FÉVRIER

Cinq matchs programmés en nocturne

La Ligue professionnelle de football a fixé la 20e journée du championnat national de Ligue 1 pour les 20 et 21 février prochains. Les matchs seront, cette fois, répartis sur les deux jours du week-end prochain. Ainsi, les quatre premiers matchs, à savoir MCO - MCA (22h00), CRB - MCEB (22h00), ESS - MBR (22h00) et ASOC - CSC (22h00) sont programmés pour vendredi 23 février. Le reste des matchs, notamment USMA - JSS (22h00), ESM -

JSK (14h30), ESB - USMK (14h30) et OA - PAC (14h30) auront lieu le lendemain samedi 23. Ce qui saute aux yeux, c'est la programmation de cinq matchs en nocturne à l'occasion du mois de Ramadan. Une bonne chose en soi qui devrait laisser place à de beaux spectacles en perspective.

D. C.



CHAMPIONNAT NATIONAL DE JUDO

Abdelhak Hazil, un jeune prometteur, attire l'attention à Oran

Les Championnats nationaux seniors de judo, qui se sont clôturés ce week-end à Oran, ont mis en lumière de jeunes talents prometteurs, parmi lesquels Oussama Abdelhak Hazil du club Amel El-Berria (Oran).

Le jeune judoka a décroché la médaille d'or dans la catégorie des moins de 73 kg, confirmant qu'une nouvelle génération ambitieuse est en train d'émerger dans cette discipline.

Agé de seulement 18 ans, Hazil a affronté la forte concurrence des seniors avec une maturité technique et une confiance en soi remarquables. Son style offensif et spectaculaire a séduit le public et impressionné les experts présents.

Déjà titré champion d'Afrique des cadets et juniors en 2024, puis champion d'Afrique des juniors en 2025, Hazil s'affirme aujourd'hui comme l'un des jeunes talents les plus brillants du judo algérien. Ses succès, tant au niveau national que continental, témoignent d'une progression rapide et d'une régularité exemplaire sur le tatami.

Certains observateurs estiment cependant que le judoka pourrait atteindre des sommets encore plus élevés s'il bénéficiait de stages internationaux de haut niveau et d'une participation régulière à des compétitions mondiales.

Avec ces conditions réunies, Oussama Abdelhak Hazil pourrait briller sur la scène mondiale et viser les Jeux olympiques, écrivant ainsi une nouvelle page de l'histoire du judo algérien.

Sa performance, symbole du dynamisme et du talent des jeunes judokas algériens, pourrait également inspirer une nouvelle génération d'athlètes à se tourner vers ce sport et à viser l'excellence, tant sur le plan national qu'international.

"Hazil fait partie des jeunes judokas qui ont démontré un gros potentiel lors de ce championnat. Cela montre que la relève est assurée, d'où la nécessité de garantir à ces athlètes un accompagnement adéquat de la part de la Fédération", a déclaré le directeur technique national, Abdellmalek Aït Moufouk, à l'issue de la compétition.

BADMINTON - CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 2026

Deux nouveaux sacres pour l'Algérie



Les badistes algériens se sont de nouveau illustrés en décrochant deux nouvelles médailles d'or en double messieurs et en double mixte, dimanche dernier, à l'occasion des championnats d'Afrique qui se déroulent à Gaborone (Botswana).

Intraitables durant toute la compétition, les Algériens ont confirmé leur hégémonie dans les épreuves du double messieurs et du double mixte. Et pour cause, Koceila Maameri et son acolyte Sabri Medal se sont offerts leur 8e sacre, du jamais vu sur le plan continental. Un triomphe historique décroché, avec l'art et la manière, après avoir disposé des Zambiens Chongo Mulenga et Kalombo Mulenga dans une finale, à sens unique,

plié en deux sets (21-16, 21-19).

Dans le double mixte, Koceila Maameri et sa sœur Tenina ont également fait preuve d'une régularité remarquable en décrochant leur 6e titre africain. Une nouvelle consécration remportée haut la main face à la paire sud-africaine composée de Caden Kakora et Amy Ackerman (21-11, 21-9). Ces deux belles distinctions viennent s'ajouter au couronnement de la sélection nationale masculine, sacrée pour la cinquième fois consécutive, ainsi qu'aux breloques en bronze glanées par Yasmine Chebbah (simple dames) et par le duo Mazri Linda-Yasmine Chebbah en double dames.

COUPES AFRICAINES DES CLUBS

LE CRB ET L'USMA S'AFFIRMENT COMME FAVORIS EN COUPE DE LA CAF

La participation algérienne en coupes africaines des clubs appelle déjà à un mini bilan mitigé avant que les compétitions n'aillent à leur terme. En effet, si l'USM Alger et le CR Belouizdad rayonnent en Coupe de la CAF, le Mouloudia et la JSK sont complètement passées à côté de leur sujet.

En Coupe de la Confédération, c'est pour le moment le grand satisfecit avec la qualification haut la main du Chabab et de l'USMA en quarts de finale. Tel un rouleau compresseur, les Usmistes ont quasiment tout écrasé sur leur chemin. Pas une seule défaite ! Ils ont dominé leur groupe (A) avec l'art et la manière pour finir bien entendu leaders avec 14 points ramassés après quatre victoires et deux nuls. L'USM Alger a fini meilleure attaque avec 9 buts inscrits et meilleure défense avec seulement 4 buts encaissés. Ce qui lui a garanti en parallèle une différence de buts largement positive avec un goal-average (différence de buts) de +5. C'est bien dans les cordes d'un potentiel champion. Avec un tel parcours, l'USM Alger s'affirme d'ores et déjà comme un sérieux prétendant au sacre qui devra aborder son prochain quart de finale avec aisance dans la peau d'un favori qui ne devrait pas s'arrêter en si bon chemin. Dans son groupe, son seul adversaire, qui s'est distingué et qualifié au prochain tour, reste l'OC Safi du Maroc qu'il a battu chez lui. Le

départ du coach Benchikha, avec lequel il s'est déjà offert ce sacre dans un passé pas lointain, n'a altéré en rien sa détermination à poursuivre cette quête à reconquérir ce trophée dont elle a été privée lors de la dernière édition dans les conditions que tout le monde connaît. Hadj Adlane, l'intérimaire occasionnel sur le banc, a bien relevé le défi en enchaînant avec les matchs qui restaient à jouer, sans concéder de défaite. Dommage que les renforts arrivés au dernier mercato, notamment les internationaux Abada et Azzi, ne soient pas qualifiés. Ils auraient constitué des atouts supplémentaires à l'équipe. Pour sa part, le second représentant algérien dans cette Coupe de la CAF, le CR Belouizdad, a tout aussi émerveillé supporters et adversaires. Certes, il y a eu ce mauvais voyage au Congo et cette surprenante lourde défaite (1-4), lors de la deuxième journée face à Otoho d'Oyo, mais après, la bande à Ramovic n'a fait que cumuler succès sur succès, à



domicile comme en déplacement. Ce qui a permis au Chabab de finir premier de son groupe (C) avec 15 points engrangés aux termes de 5 victoires enchaînées. Tout comme l'USMA, le CRB a fini aussi la phase des groupes en s'adjugeant les titres honorifiques par compartiment avec la meilleure attaque qui a réussi à inscrire 11 buts et la meilleure défense qui n'a encaissé que 5 buts, dont quatre lors de l'amer faux pas de départ subi au Congo.

Soit une différence de buts positive de +6. Après une telle affirmation, il est évident que le CRB se présente également comme un sérieux prétendant à aller loin dans cette compétition, en attendant de connaître son prochain adversaire en quarts de finale. Il sera d'ailleurs fixé dès aujourd'hui, au même titre que l'USMA, puisque le tirage au sort est prévu cet après-midi au Caire.

Djaffar Chilab



CAF
Le tirage au sort des quarts de finale aujourd'hui au Caire

En Ligue des champions, les deux représentants algériens, le MCA et la JSK, ont carrément foiré dans leur mission puisqu'aucun d'eux n'a réussi à franchir le cap de la phase des groupes. La JSK a tout simplement été méconnaissable, du début jusqu'à la fin. Elle a commencé de la pire des manières avec ce cruel 1 à 4 subi au Caire contre le géant Al Ahli et a fini avec cet autre féroce 0 à 3 encaissé sans réagir en Afrique du Sud contre les Young Africans. Le bilan des Kabyles est très maigre, pour ne pas dire déshonorant. En six matchs joués, ils n'ont récolté que 3 maigres points laborieusement, au bout de trois nuls et trois humiliantes défaites. Ils n'ont réussi à inscrire aucun but, puisque même le but qui leur a été accordé au Caire a été l'œuvre d'un défenseur adverse qui a trompé son gardien. A l'inverse, la JSK a encaissé pas moins de huit buts. En définitive, la plus inoffensive attaque et la plus perméable défense du groupe B où elle a fini à

La Confédération africaine de football a fait savoir, avant-hier, que les tirages au sort des quarts de finale de la TotalEnergies CAF Ligue des champions 2025 - 2026 et de la TotalEnergies CAF Coupe de la Confédération 2025 - 2026 seront effectués aujourd'hui, au siège de la Fédération égyptienne de football, au Caire. Le tirage au sort de la Coupe de la Confédération est prévu à 13h00 (heure du Caire), suivi de celui de la Ligue des champions à 14h00 (heure du Caire), a précisé l'instance. L'événement sera diffusé en direct sur la chaîne YouTube officielle de la CAF, CAF TV, a-t-on indiqué également.

D. C.

LIGUE DES CHAMPIONS LES DÉSILLUSIONS DU MCA ET DE LA JSK

la dernière place. Bref, de la JSK l'Africaine, il n'est resté que des souvenirs, en attendant des jours meilleurs. De son côté, le MC Alger n'a pas du tout honoré l'aura qu'il s'est taillée en Ligue 1 qu'il domine de long en large depuis maintenant deux saisons. Toujours leader sans jouer depuis la 15e journée avec en sus 4 points d'avance sur le deuxième, le CSC, qui est à son 19e match, le Mouloudia donne l'air de subir un véritable paradoxe qui le révèle encore immature pour conquérir le respect en dehors des frontières. Pour le challenge africain, il paraît encore un stagiaire en plein apprentissage. Il quitte ainsi la Ligue des champions logiquement après 2 victoires, 1 nul et 3 défaites fatidiques. Pas du tout suffisant pour prétendre à cette deuxième étoile qui fait rêver le président Hadj R'Djem. Ce dernier n'en disconvoit pas d'ailleurs, lui qui s'est confondu après coup dans un communiqué spécial d'excuses aux supporters.

Maintenant que le mal est fait, il faudra sans doute se consacrer à l'essentiel, bien revenir ce parcours et en tirer les enseignements qui s'imposent. La conquête continentale impose un travail de fond, la mise en place d'une stratégie féconde, pas seulement des joueurs ou des staffs rémunérés à coups de milliards de l'argent public. La démarche reste aussi valable pour la JSK. D. C.



EN VISITE OFFICIELLE DE DEUX JOURS

LE MINISTRE FRANÇAIS DE L'INTÉRIEUR, LAURENT NUÑEZ, À ALGER

Le ministre français de l'Intérieur, Laurent Nuñez, est arrivé hier après-midi à Alger pour une visite officielle de deux jours, les 16 et 17 février. À son arrivée à l'aéroport international d'Alger, il a été accueilli par son homologue algérien, Saïd Sayoud, ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

Ce déplacement, effectué à l'invitation des autorités algériennes, intervient dans un climat diplomatique particulièrement tendu entre France et Algérie. Les relations bilatérales se sont dégradées depuis l'été 2024, marqué par le soutien affiché de Paris au Maroc sur la question du Sahara occidental, mais aussi par des contentieux judiciaires et diplomatiques, dont la mise en examen d'un agent consulaire algérien et le renvoi de douze diplomates français.

RESTAURER LE DIALOGUE SÉCURITAIRE

Avant son départ, le ministre français a affirmé sa volonté de relancer la coopération sécuritaire entre les deux pays. « Je me rends en Algérie pour une réunion de travail avec mon homologue. Il y a eu



une phase de préparation entre services à un niveau technique et donc maintenant, on passe à la phase politique », a-t-il déclaré vendredi dernier à Marseille.

Au programme de cette rencontre figurent plusieurs dossiers sensibles : la lutte contre le terrorisme, le démantèlement des réseaux de narcotrafic et la gestion de l'immigration irrégulière. « J'ai toujours été confiant dans le rétablissement des relations

sécuritaires avec l'Algérie. (...) Cette visite est l'aboutissement de cette position, qui est de continuer à dialoguer avec les autorités algériennes sur les questions de sécurité. Ça me paraît indispensable », a-t-il insisté.

Ce voyage constitue le premier déplacement d'un ministre français en Algérie depuis la visite, le 6 avril 2025, du chef de la diplomatie française, Jean-Noël Barrot. Il intervient après plusieurs mois de crise, marqués par des expulsions réciproques de diplomates et un net ralentissement des échanges politiques.

Les tensions ont également été ravivées par la diffusion sur la chaîne publique France 2 d'un numéro de l'émission « Complément d'enquête » consacré aux relations franco-algériennes, jugé offensant par Alger.

Dans ce contexte délicat, la visite de Laurent Nuñez apparaît comme une tentative de réouverture d'un canal politique direct, à l'heure où les deux capitales cherchent à éviter une rupture durable de leur coopération sécuritaire.

R. N.

DIEGO MELLADO, AMBASSADEUR DE L'UE EN ALGÉRIE «UNE DYNAMIQUE DE COOPÉRATION EXTREMEMENT RICHE ET INTENSE»

La relation entre Alger et Bruxelles semble désormais aller au-delà des formules diplomatiques pour entrer dans une nouvelle phase d'accélération stratégique dans laquelle se dessine une réelle perspective d'un approfondissement structurel du partenariat économique. C'est du moins ce que laisse comprendre les dernières déclarations de l'ambassadeur de la Mission de l'Union européenne en Algérie, Diego Mellado, qui a confirmé l'existence d'une dynamique qu'il qualifie d'*« extrêmement riche »* et *« très intense »*, marquée par de nouveaux projets d'investissement en préparation pour la période 2026-2027.

Tout en qualifiant la phase actuelle de charnière pour la coopération bilatérale, le diplomate européen, qui intervenait à Alger en marge de la 2e édition du « Rendez-vous de l'art contemporain », a annoncé la préparation active de nouveaux projets d'investissement structurants pour la période 2026-2027. Ces initiatives visent, selon lui, à transformer la relation commerciale traditionnelle en un véritable ancrage industriel et financier.

Dans ce même sens, il a mis particulièrement en avant la volonté des deux parties de renforcer le dialogue économique afin de « mieux intégrer » les économies des deux rives de la Méditerranée. Cette volonté se traduira, a-t-il annoncé, très prochainement par des visites de haut niveau, incluant des représentants de la Banque européenne d'investissement (BEI).

Pour l'ambassadeur de l'UE, cette démarche traduit clairement l'engagement de l'Union européenne à mobiliser des leviers financiers pour soutenir la modernisation de l'appareil productif algérien et constitue un signe que la coopération financière et l'accompagnement des projets structurants occuperont une place centrale dans l'agenda bilatéral.

UN PARTENAIRE « FIABLE » AU CŒUR DE LA MÉDITERRANÉE

À noter que pour Bruxelles, l'ambition de cette accélération de la coopération est double. Il y va sans dire qu'elle s'inscrit, avant tout, dans un contexte de

redéfinition des chaînes d'approvisionnement européennes et de diversification des partenariats stratégiques. Pour l'UE, l'Algérie représente à la fois un marché à fort potentiel et une plateforme industrielle et énergétique incontournable dans l'espace euro-méditerranéen. Les projets annoncés pour 2026-2027 devraient concerner prioritairement l'investissement productif, la modernisation industrielle, la transition énergétique et l'intégration des technologies propres. En ce sens, l'ambassadeur a tenu à souligner la qualité exceptionnelle des liens politiques actuels. Sous un angle résolument optimiste, il a évoqué l'*« excellence »* des relations entre les deux parties, insistant sur le fait que l'Algérie est perçue comme un partenaire de premier plan, non seulement pour les institutions bruxelloises, mais pour l'ensemble des Etats membres de l'Union.

« Pour nous, ce qui est toujours important, c'est les bonnes relations entre les différents Etats membres et l'Algérie », a-t-il précisé, réitérant la confiance absolue du bloc européen envers la stabilité et la fiabilité de la partie algérienne.

Cette reconnaissance de la fiabilité algérienne n'est, à vrai dire, pas fortuite. Elle intervient dans un contexte de refonte de l'Accord d'association de 2002, où l'UE semble afficher désormais sa volonté de permettre aux produits algériens de bénéficier d'un meilleur accès au marché européen tout en facilitant l'implantation des capitaux européens en Algérie. À rappeler que cette orientation intervient alors que les discussions sur l'évolution de cet accord se poursuivent, Alger plaidant pour un rééquilibrage en faveur de son industrie naissante.

À noter également que cette instance sur la fiabilité de l'Algérie n'est pas anodine dans la mesure où elle intervient dans un contexte international marqué par des tensions géopolitiques et par la recomposition des flux énergétiques mondiaux. Pour l'Union européenne, la stabilité des relations avec Alger constitue, en effet, un facteur clé de

sécurité économique et surtout énergétique.

Pour l'Algérie, cette reconnaissance internationale s'avère tout aussi stratégique. Elle permet de consolider son positionnement comme acteur central et interlocuteur crédible sur les dossiers stratégiques euro-méditerranéens. La mise en avant d'un partenariat « extrêmement riche et très intense » traduit non seulement une convergence d'intérêts économiques, mais également une vision partagée sur la sécurité énergétique, la transition industrielle et le développement durable.

L'INVESTISSEMENT DURABLE EN ENERGIE

La coopération algéro-européenne ne se limite pas aux échanges commerciaux et à l'ancre industriel. Elle trouve dans le secteur énergétique un socle stratégique incontournable, comme l'a souligné la sixième réunion du dialogue politique de haut niveau sur l'énergie, tenue le 12 février 2026 à Alger.

Cette rencontre a confirmé l'importance cruciale du partenariat algéro-européen dans un contexte de mutation profonde des approvisionnements énergétiques mondiaux. Les deux parties ont réaffirmé leur volonté de renforcer les investissements dans le secteur des hydrocarbures, en particulier le gaz naturel, alors que l'Union européenne poursuit sa diversification après la réduction progressive des importations russes.

L'Algérie, déjà troisième fournisseur de gaz pour le Vieux Continent, a consolidé ainsi son rôle de fournisseur majeur et durable, garantissant à l'Europe sécurité énergétique et stabilité des flux. Les discussions ont porté sur des enjeux multiples : augmentation des capacités de production, sécurisation des infrastructures, investissements à long terme et respect rigoureux des engagements contractuels internationaux. Dans ce cadre, l'Union européenne a entendu les appels répétés de l'Algérie pour un investissement massif et durable dans les infrastructures gazières, condition sine qua non pour répondre à la croissance de la demande mondiale et

honorer les contrats existants.

Mais la vision ne s'arrête pas aux hydrocarbures traditionnels. L'Algérie se positionne désormais comme un acteur central de la transition énergétique dans la région : développement de l'hydrogène vert, projets d'interconnexion électrique maritime avec l'Italie, réduction des émissions de méthane et mise en place de technologies propres dans la production et le transport de l'énergie. Ces initiatives traduisent une approche prospective, où l'investissement européen ne se limite plus à l'achat de volumes de gaz, mais s'inscrit dans une logique de partenariat industriel et énergétique à long terme.

En tous cas, l'Algérie ne se contente plus d'être un fournisseur de ressources : elle devient un acteur structurant, un partenaire industriel et énergétique capable de façonner, avec l'Union européenne, une dynamique durable et équilibrée. Les investissements programmés pour 2026-2027 ne traduisent pas seulement la confiance de Bruxelles, mais posent les bases d'une coopération intégrée, où souveraineté, innovation et transition énergétique se conjuguent pour inscrire le partenariat dans une trajectoire résolument tournée vers l'avenir.

Dans un contexte international instable, l'Algérie s'affirme ainsi comme un pivot euro-méditerranéen, capable d'allier sécurité énergétique, compétitivité industrielle et ambition régionale, offrant un modèle de coopération qui dépasse le court terme pour se projeter vers des décennies de stabilité et de prospérité partagée.

Cette dynamique confirme une évolution qualitative du partenariat : l'Algérie n'est plus seulement un fournisseur de matières premières, mais une plateforme d'investissement, un partenaire industriel et un hub énergétique régional en devenir. Les projets annoncés pour 2026-2027 constituent une étape stratégique, renforçant le rôle d'Alger comme interlocuteur crédible et fiable, capable de conjuguer sécurité énergétique, développement industriel et transition durable.

G. Salah Eddine